



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 353

Texte de la question

DÉBAT SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Michel Issindou, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Michel Issindou. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

La France va mal. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Les Français ont le moral dans les chaussettes selon une enquête récente. Ils sont en train de réaliser que vos mesures de juillet dernier, 15 milliards d'euros généreusement distribués aux plus aisés (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*), n'ont produit aucun effet sur leur pouvoir d'achat, pas plus d'ailleurs que la séance de rattrapage du mois de décembre.

Non seulement ils n'ont pas le moral mais, depuis hier, ils ne comprennent plus rien à votre politique. En effet, ici même, vous affirmiez qu'il n'y aurait pas de plan d'austérité après les municipales et, dans le même temps, un de vos ministres reparle de TVA sociale et, pour ajouter au trouble ambiant, M. Woerth a dit hier soir que les caisses de l'État étaient plus vides que vides. (*"Alors ?" sur de nombreux bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) Que signifie cette expression fort inquiétante ?

En fait, la situation est si grave que l'on sent venir un printemps qui déçoit, avec un plan d'austérité, pourtant évitable si vous acceptez de revoir votre politique et d'écouter enfin nos propositions sur les retraites, le SMIC, la prime pour l'emploi.

M. Philippe Briand. Vous n'avez pas de programme !

M. Michel Issindou. Monsieur le Premier ministre, les Français ont le droit de savoir. Vous parlez souvent de transparence. C'est le moment de la mettre en pratique.

Compte tenu de cette crise profonde du pouvoir d'achat, de ces perspectives de croissance pour le moins moroses et de l'irréalisme de votre budget pour 2008, vous devez un débat à la représentation nationale sur la situation économique et financière de notre pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Ma question est limpide et fait écho à celle de Jean-Marc Ayrault hier : allez-vous oui ou non porter le débat dans l'hémicycle avant les élections municipales ? Nous attendons de vous une réponse tout aussi limpide. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et sur quelques bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. le président. La parole est à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, des finances et de l'emploi*. Monsieur le député, ce n'est pas parce que vous chantez toujours la même chanson qu'elle sonne plus juste. Elle sonne faux. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur plusieurs bancs du groupe Nouveau Centre.*)

Vous passez votre temps à répéter que nous dépensons 15 milliards d'euros pour les riches, mais pourquoi ne parlez-vous pas du chômage qui baisse, des heures supplémentaires qui marchent (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*)...

M. Julien Dray. Donnez-nous un seul exemple !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. ...et du fait que 94 % du financement de la loi en

faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat est consacré à tous les Français ? Les heures supplémentaires, le crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt, les abattements sur les droits de succession, cela concerne tous les Français. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur de nombreux bancs du groupe Nouveau Centre.*)

M. Julien Dray. Zéro pointé !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. En matière de pouvoir d'achat, nous sommes aussi à la manoeuvre (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche*), et c'est sans doute pour ça que vous ne parlez jamais des 150 euros de prime à la cuve, ni des mesures que nous prenons pour faire baisser les prix grâce à la concurrence, ni de la modification du mécanisme d'augmentation des loyers et des mesures que nous prenons en faveur de l'accession à la propriété. Toutes ces mesures, c'est nous qui les prenons. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur de nombreux bancs du groupe Nouveau Centre. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Données clés

Auteur : [M. Michel Issindou](#)

Circonscription : Isère (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 353

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, finances et emploi

Ministère attributaire : Économie, finances et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 31 janvier 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 31 janvier 2008